

Pouvoir d'emprunt

quelles sont les recettes qu'il prévoit toucher, qu'il nous dise ensuite s'il y aura un déficit et si au cours des 12 ou 24 prochains mois il sera contraint d'emprunter ou bien, s'il sera en mesure de rembourser une partie des emprunts grâce à ses recettes tout en ayant à en reporter le reste au chapitre de la dette.

Ce genre de système financier contribuerait beaucoup à apaiser les craintes d'un grand nombre de Canadiens qui s'inquiètent du genre de gouvernement que nous avons et de son aptitude à payer ce qu'il doit.

Le gouvernement ne dépense pas son propre argent, monsieur l'Orateur, et les députés le savent. Il dépense notre argent—l'argent de gens qui sont en chômage ou qui sont menacés par la récession économiques, de gens qui se demandent si leurs enfants pourront trouver un emploi ou qui sont eux-mêmes incapables de trouver un emploi dans leur propre localité. Tout ce monde se préoccupe beaucoup des dépenses du gouvernement et de la façon dont ce dernier décide de dépenser les deniers publics.

Cet après-midi, j'ai interrogé le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) concernant l'annonce qu'il a faite de la garantie de 200 millions de dollars appliquée aux actions de la compagnie Massey-Ferguson. Je lui ai demandé s'il pouvait nous dire si l'un quelconque des gouvernements des cinq principaux pays concernés par l'avenir de Massey-Ferguson, à savoir la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis avaient consenti de semblables garanties. Auxquels de ces pays a-t-on demandé de consentir de semblables garanties et quels sont ceux qui ont répondu? Monsieur l'Orateur, un seul de ces cinq gouvernements a daigné entendre Massey et c'est seulement parce que cette société s'était engagée à poursuivre ses activités en Grande-Bretagne. Ce gouvernement a obtenu l'assurance de Massey qu'elle poursuivrait les activités de son usine de moteurs Perkins à Peterborough et de ses usines de camions à Manchester et Coventry. Voici ce que le gouvernement britannique a répondu à la société: «D'accord, nous vous aiderons, mais vous devrez en retour agrandir votre usine de moteurs.» En passant, Massey-Ferguson a promis de le faire. Le nouveau programme d'expansion visera à permettre à British Leyland et à Massey-Ferguson de collaborer à la mise au point d'un nouveau carburant pour les moteurs à combustion interne qui combineront l'essence diesel et le pétrole. Massey-Ferguson a garanti le maintien de son niveau d'investissement et du nombre d'emplois à son usine de montage de tracteurs. Par ailleurs, que s'est-il passé au Canada? Le ministre nous dit qu'aucune entente n'a encore été conclue. Le ministre dit aussi: «Massey-Ferguson fera toutes sortes de bonnes choses.» Nous espérons tous que cette société fera de bonnes choses mais, après tout, le gouvernement veut y investir 200 millions de dollars, qu'il devra sans doute emprunter puisque cet investissement n'est pas prévu dans le budget. Si le Canada investit dans la société 200 millions de dollars, ce qui représente beaucoup d'argent, sinon pour le gouvernement, du moins pour le Canadien moyen, ce serait certainement la moindre des choses que d'exiger que la société prenne des engagements formels relativement à sa productivité et au nombre d'emplois qu'elle fournira et que le gouvernement lui impose des sanctions si elle manque à ses engagements, comme on le fait ailleurs dans le monde.

● (2030)

La société devrait s'engager à mettre au point au Canada des catégories de produits qui satisferont à la demande du marché mondial. C'est ce que nous voulons en échange de notre investissement. Cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas prêts à accorder un certain appui financier à Massey-Ferguson. Cela veut simplement dire qu'en échange de cet investissement, comme dans tout autre genre d'entreprise, nous devrions exiger que Massey-Ferguson s'engage par écrit et bien clairement envers le public canadien et envers ses propres employés, à maintenir une entreprise importante au Canada capable de rivaliser à l'échelle mondiale. Voilà ce qu'il faudrait et voilà ce que le ministre ne comprend pas. Voilà ce qui ne va pas dans les programmes de dépenses du gouvernement. Le gouvernement investit de l'argent sans tenir compte du coût total que devra assumer le contribuable canadien et sans songer à qui profiteront ces investissements.

Le gouvernement est maintenant en train de négocier avec la compagnie Chrysler. Celle-ci veut que le gouvernement maintienne l'engagement qu'il avait pris l'année dernière. Elle voudrait que le gouvernement continue à garantir des emprunts de 200 millions de dollars. Par ailleurs, elle offre en échange un niveau d'investissement bien inférieur à celui de l'année dernière. Il y a un an, elle s'est engagée à faire des investissements, mais leur promesse ne vaut rien. En fait, elle s'est engagée à construire au Canada une gamme d'automobiles déjà périmée. Le gouvernement nous demande de l'autoriser à emprunter des fonds supplémentaires alors qu'il garantit des prêts à de grosses sociétés qui, par manque de jugement, n'ont pas su administrer leurs affaires pour que notre économie ne perde pas de sa vigueur. Le gouvernement a promis de l'argent à ces sociétés sans chercher vraiment à leur faire respecter les engagements qu'elles avaient pris envers les Canadiens.

Mes remarques ont pu sembler uniquement négatives. Je vous ferai donc remarquer que, dans le cas de Chrysler, la solution est simple. Elle crevait déjà les yeux il y a un an. C'est toujours vrai aujourd'hui. Cette société doit faire au Canada des investissements proportionnels au chiffre d'affaires qu'elle réalise au Canada, et engager ces investissements en même temps que ceux qu'elle fait aux États-Unis.

Si son chiffre d'affaires aux États-Unis est cinq fois plus élevé qu'au Canada, pour chaque dollar investi aux États-Unis, la société devrait investir 20c. au Canada dans de nouvelles gammes de produits et dans la recherche. Ces investissements devraient se faire en même temps dans les deux pays. Il s'agit là d'un engagement tangible. Nous aurions ainsi au moins la possibilité de participer aux projets d'expansion de la société Chrysler. Il serait normal, selon moi, d'exiger ce genre d'engagement en plus d'avoir des parts dans la société Chrysler ou Massey—ou même les deux. Quand il s'agirait d'accorder au gouvernement l'autorisation d'aller emprunter davantage, les gens seraient alors nombreux à lui faire confiance.

Voilà ce qui cloche dans cette façon de procéder. Les prévisions budgétaires que l'on nous a présentées ne prévoient rien pour garantir des prêts à ces sociétés. Le moment venu, nous serions incapables de voir si le gouvernement a dépensé son argent à bon escient. Le ministre n'a même pas eu la délicatesse de venir présenter ses propositions à la Chambre des communes. Il a tenu une conférence de presse dans le plus